



ÉDITORIAL

21 Septembre : Les Riveraines brisent le silence !

Le 21 septembre, tous les défenseurs des droits des communautés vivant autour des grandes plantations de monoculture, et en particulier les riveraines victimes, marquent systématiquement un temps d'arrêt. Ce moment leur est accordé pour faire entendre leurs voix et exiger, au-delà du respect de leurs droits, la cessation des abus perpétrés par ces agro-industries, la justice pour les victimes, ainsi que l'arrêt de toute expansion des grandes plantations de monoculture d'arbres.

Créées bien avant les indépendances, ces grandes plantations accaparent des centaines de milliers d'hectares, détruisant la forêt, la biodiversité et la vie des peuples, tout en polluant les cours d'eau et l'en-



vironnement, sans offrir de solutions ou des compensations adéquates et durables. Les femmes sont les plus touchées. Dans ces prisons vertes, elles subissent, dans le silence, toutes formes d'abus et de frustrations, allant jusqu'à la perte de leur dignité.

Dans le cadre de cette célébration,

le RADD, Journalists for Earth et d'autres organisations entendent donner la parole aux femmes riveraines qui souhaitent briser le silence, dans le but de dénoncer et de sensibiliser le grand public. Par leur voix, les femmes riveraines des agro-industries du Cameroun nous permettront de comprendre que ces industries extractivistes sont loin d'être les projets de développement qu'elles prétendent être, mais plutôt des systèmes qui nuisent aux communautés et à l'environnement. Le RADD, J4E et leurs alliés croient qu'un développement inclusif et durable est possible. Il doit être construit.

Marie Crescence NGOBO
Secrétaire Exécutive de RADD

Directeur de Publication
Marie Crescence NGOBO

Assistant à la Coordination Technique
André EVINA NDENGUE

Rédaction

ATA MBONO Thaddee
Thérèse Pulchérie METHE
Hubert MENYIÉ MESSI
Judith Thérèse NYANGON

EVINA ZEH Prudence
Zacharie Hervé YENE
Martin NGONGO

Coordination Technique
Edith ABILOGO

Montage et infographie
LIKAMBI Spelling



Réseau des Acteurs du Développement Durable (RADD)

Contact : +237 699 90 19 84 / www.radd.cm / radd2009@yahoo.fr

RADD © Échos des Riveraines, septembre 2024

Cameroun: les riveraines des a

Abus et violences que subissent les riveraines au

NGON BISSOU Félicité

Riveraine de la SOCAPALM Edéa, août 2022

« La SOCAPALM ne veut plus de nous chez nous »



« De tous les maux qui minent le quotidien des populations riveraines de la SOCAPALM d'Edéa, l'accaparement des terres est le plus grave. L'entreprise a adopté en ce domaine une politique agressive, et ses plantations s'étendent désormais jusqu'aux abords des rivières. A tel point que nous les riverains, manquons désormais de l'espace vital pour conduire des activités essentielles pour la survie, telles que la chasse, la

pêche ou l'agriculture.

Le besoin d'espace aux abords des plantations de la SOCAPALM-Edéa est tel que les gens sont contraints de mener leurs activités aux abords des zones où sont installés des câbles électriques de haute tension, ce qui est extrêmement dangereux, en plus d'être interdit par la loi. Au moment où nous parlons, nous ne disposons même plus d'un espace où planter du manioc pour nous nourrir. La recherche d'espaces cultivables à Edéa peut conduire à des événements tragiques. Mon frère en a vécu un il y a de cela un mois environ. Il a planté des palmiers sous des câbles haute tension, dont il fallait effectuer la récolte. L'un de ses ouvriers en charge de cette tâche a été électrocuté, et en est mort. Nous habitons sous les câbles haute tension et nous y conduisons nos diverses activités, par manque de terres. Mener des activités économiques, sociales ou même religieuses nous est impossible, faute d'espace. La SOCAPALM s'est accaparée de tout.

Comme si cela ne suffisait pas, cette société nous défend de mener certaines activités telles que l'exploitation de pressoirs à huile. J'en suis une victime. J'avais installé un pressoir à huile acheté à 2.500.000 FCFA, que la SOCAPALM est venue enlever dans ma propre maison il y a plus de 08 mois maintenant. Accompagnés des forces de police, ils ont tout pris : Les noix, les fûts d'huile de palme, la machine, tout ».

Cette politique de la SOCAPALM conduit à de nombreux cas de violence dont certains intercommunautaires, dus aux brutalités dont se rendent coupables certains employés embauchés par la compagnie envers nous, leurs voisins. Entre accaparement des terres, pollution, pression psychologique et violence, notre quotidien de riveraines de la SOCAPALM-Edéa est difficile.

Nous n'avons pas la vie, nous n'avons pas de vie. La SOCAPALM est venue nous maltraiter sur nos terres. Cette entreprise ne veut pas de nous, chez nous. Elle s'est emparée de nos terres, et de tout ce que nous avons comme éléments de bien-être. Non, nous n'avons pas la vie chez nous »

NGO NDOUMÉ Marie Thérèse

Riveraine de Apouh à Ngog, SOCAPALM Edéa, octobre 2023

« La Socapalm a pris toutes nos terres sans même nous laisser où on peut faire nos champs. Les arbres que vous apercevez au fond sont très loin, du côté du département de l'Océan. Il faut payer entre 1500FCFA et 2000FCFA pour un aller simple à moto à 20 km du village, en traversant de multiples barrières, pour disposer d'un petit lopin de terre à cultiver.

La Socapalm a drainé tous les cours d'eau et planté les palmiers jusqu'au marécage. La rivière Onguè où jadis nous nagions, faisons la pêche était bien large, aujourd'hui, son lit devient trop étroit on dirait un petit ruisseau. On ne peut plus faire la pêche non seulement les rivières sont polluées, toutes les espèces aquatiques ont disparu, et on ne peut plus consommer cette eau, pour-



« Entre la Socapalm et moi, qui trouble la jouissance à l'autre ? »

ant nous vivions de cette rivière.

Pire, les camions "cargos" chargés de transporter le personnel transportent en même temps les produits chimiques et le matériel, tous dans le même véhicule. Voyez-vous ?

Maintenant, ils ont coupé les vieux palmiers et replanté les nouveaux, ceux-ci ont à peine un an et le replant-

ing continue.

De temps en temps les éléments des forces de l'ordre et des personnes non identifiées font des incursions dans nos maisons avec des armes nous menaçant, à ma réaction de demander : "comment vous pouvez débarquer chez les gens avec les armes en main, devant les enfants" ; ils m'ont répondu : "c'est ainsi qu'on va vivre avec vous ici dorénavant".

Un jour j'ai été emmenée au poste où j'y ai été trimballée toute la journée à cause d'une plainte de la Socapalm contre moi pour troubles de jouissance. D'où mes interrogations : "entre la Socapalm et moi, qui trouble la jouissance à l'autre ?"

Ils sont de l'autre côté et moi ici, dans le petit espace où je mène mon petit commerce. C'est chaque fois les menaces, où irons-nous vivre ? C'est ici la terre que nos parents nous ont légué. »

agroindustries brisent le silence ! quotidien dans les plantations agroindustrielles.

EBOLO Elyse

Ramasseuse de noix

Riveraine de SOCAPALM Edéa,
village Dehane, août 2022



«A cause de la Socapalm, mon
activité principale est de voler les noix»

« Moi, mon activité principale ici est de voler les noix. En fait, je ramasse les noix tombée au sol après la coupe, mais comme c'est interdit, c'est du vol. Je le faisais avant sans problème, juste pour nourrir mes enfants. Depuis un certain temps, ils ont multiplié les gardiens, et c'est comme s'il y a déjà un gardien pour chaque palmier. La Socapalm a aussi recruté des ramasseuses pour les noix qui tombent après la coupe, ce qui fait que même voir une noix, c'est difficile. Comment allons-nous vivre ?

Je suis une jeune mère de 33 ans, j'ai 13 enfants et un petit-fils, car chaque année j'enfante. Tout récemment j'ai été arrêtée et transférée à Edéa où j'étais sommée de payer 50.000FCFA pour ma liberté. Aujourd'hui mes enfants ne vont

plus à l'école, je suis obligée de les envoyer chez les gens et les bienfaiteurs. Comme c'est la période des vacances, nous sommes actuellement 10 à la maison. Comment allons-nous vivre sans terre, ni eau potable, ni travail ? Ce qui est plus triste, c'est que ce sont nos propres fils que la Socapalm recrute pour nous surveiller. Dès que tu tentes de pénétrer dans la plantation, tu es interpellée. Si tu ne négocies pas bien, tu es envoyée à la brigade. Sans terre, que faire pour survivre ?

Il nous arrive plusieurs fois de passer des journées sans manger et quand même on mange, c'est une fois par jour et ce n'est pas consistant. Plaidez pour nous, je vous en prie ! Nous vous prions de faire quelque chose pour nous, afin que nos enfants puissent grandir et devenir aussi de bons citoyens. »

DIKA MONY Olga Nicaise

Riveraine SOCAPALM Edéa, Dibombari, octobre 2023

« Les jeunes doivent faire partie du processus de développement de la localité »



« Nous, les riverains de la SOCAPALM de Dibombari, avons engagé des actions de revendications contre le sous-emploi des jeunes et la non prise en compte des jeunes au sein des effectifs de l'entreprise. Ces actions ont souvent débouché sur des cas de violence, où des jeunes ont été molestés par les forces de maintien de l'ordre. Une

des raisons à ces débordements est le fait qu'il n'existe aucun cadre de concertation entre les populations et la SOCAPALM, l'entreprise n'étant pas ouverte au dialogue. Elle semble même dénier aux locaux la capacité d'échanger avec elle.

Pour faire face à cette situation, les populations ont fait le choix de s'organiser en association, à partir de SYNAPAR-CAM. Le but de cette organisation est de mieux structurer leurs actions, et de porter leurs revendications. Pour l'instant, elle opère essentiellement en matière de sensibilisation des jeunes, qui doivent comprendre les enjeux à Dibombari.

Les jeunes de Dibombari sont faiblement représentés au sein des effectifs de la SOCAPALM, et ce même quand ils sont diplômés. J'en suis un exemple patent. Technicienne supérieure d'agriculture de mon état, je dispose des compétences nécessaires pour travailler au sein de cette entreprise. Mais cela n'est pour l'instant pas possible, en raison de ce que je suis riveraine. Et, pour ces entreprises, il semble que les populations locales n'ont pas droit à la parole, ni à l'emploi. Même quand nous sommes recrutés, c'est pour des emplois subalternes. C'est pour cette raison que nous revendiquons. **Les jeunes doivent être impliqués dans le processus de développement de la localité, sinon, cela se fera à notre détriment et nous perdrons tout. Nos terres, notre avenir...** »

Cameroun: les riveraines des a

Abus et violences que subissent les riveraines au

M비아헤 Régine, Notable

Riveraine de Socapalm Edea, village Dehane, août 2022



« Nous avons besoin de nos terres pour cultiver »

« Les problèmes des femmes de ce village sont très graves. Vous avez bien vu, nous sommes entourées de palmiers. Nous avons besoin de nos terres pour cultiver. Pendant que nous souffrons de l'accaparement de nos terres, nous souffrons également de la famine. Ce qui est triste c'est que, lorsqu'ils viennent couper les noix des palmiers plantés jusqu'aux abords de nos maisons, nous n'avons pas droit à un seul fruit qui tombe.

Tant que les procédures de rétrocession de nos terrains sont encore loin d'être abouties, que la Socapalm nous laisse ramasser les noix qui tombent pour les manger ou les vendre pour pouvoir nourrir nos familles car nous sommes dépossédés de nos terres ! Que vais-je ajouter ?

Nous vivons très mal ! Socapalm a promis prendre soin de nos eaux, elle a pollué l'eau du Nyong, c'est avec cette eau que nous faisons tout, ça fait plusieurs mois aujourd'hui l'eau ne coule plus des robinets d'eau mis à disposition pour le village car le château est tombé en panne. »

GWOS Jacqueline

Riveraine de SOCAPALM Dibombari, Souza, août 2022

« Nous avons eu à subir des violences en public, et même devant nos enfants »



« Les tensions entre les populations et la SOCAPALM ont débouché sur de nombreux cas de violence, perpétrés par le personnel de cette entreprise. Nous avons ainsi eu à subir des violences en public, et même devant nos enfants. Nous étions alors ignorants. Ce n'est qu'aujourd'hui que nous en venons à nous poser la question de savoir pourquoi juste parce qu'ils nous ont donné les plants, nous ne pouvons pas consommer les produits de nos terres comme l'huile de palme.

Le viol est l'une des manifestations les plus abjectes de cette violence. Les cas sont nombreux, et aucune femme n'est véritablement à l'abri, sans que nous ne puissions-nous plaindre, vu que nous avons déjà du mal à dire que nous avons été violées. La plupart de ces cas de viols sont perpétrés dans les champs, par des individus souvent masqués. Celles qui en ont été victimes sont en proie à la honte, et n'ont même pas les moyens de s'offrir des soins. A cause de cela, beaucoup craignent désormais

d'aller aux champs ou chercher du bois. Et le silence règne sur tout cela.

Nous souffrons, la SOCAPALM nous fait souffrir. Nous avons besoin d'aide, car nous sommes fatiguées. Nous sommes fatiguées des viols, des menaces. Nous vivons dans la crainte de la SOCAPALM, car nous ne disposons pas d'argent, nous n'avons pas les moyens de nous payer des avocats, tandis qu'eux ont tout. Ils ont les forces de l'ordre.

Ici au village, nous vivons de l'agriculture. Mais elle devient chaque jour plus difficile à pratiquer car la SOCAPALM a fait main basse sur toutes les terres. Même les champs que nous cultivons ne méritent pas cette appellation, tellement ils sont minuscules. Comment vivre dans ces conditions ? »

agroindustries brisent le silence ! quotidien dans les plantations de monocultures d'arbres.

NYANGON NSOMBO Judith Thérèse

Riveraine de SOCAPALM-Kienke, village Mabenanga, octobre 2023

« *Je suis le produit d'un viol,
Je suis une victime de la SOCAPALM* »

« Je peux dire que les activités de la SOCAPALM ont eu un impact particulièrement négatif sur ma vie. De nombreux employés de cette entreprise se sont livrés à des agressions sexuelles sur les femmes de la localité, et ma mère en a été victime. Je suis donc le produit d'un viol. A cause de ce qui s'est passé, ma mère a été rongée par la colère des années durant. Cela a eu des effets négatifs sur mon suivi, je n'ai pas pu continuer mes études. Je suis une enfant mal-aimée, non-désirée. Tout cela à cause de la SOCAPALM. Cette société a ruiné mon avenir, et elle continue de perpétrer ses exactions.



Les peuples autochtones qui sont dans le voisinage de la SOCAPALM sont eux aussi affectés par ses activités, surtout en ce qui concerne l'accaparement des terres. Ces populations dépendent pour leur survie de l'accès permanent à

la ressource foncière. Pourtant, les terres sur lesquelles elles vivent sont de plus en plus immatriculées au profit de la SOCAPALM.

Comment vivre dans ces conditions ? Comment résoudre ce problème ? Si nous n'avons pas droit à l'éducation, nous avons quand même droit à la vie ! Les peuples autochtones ont toujours vécu libres. SOCAPALM va jusqu'à monter les populations bantoues contre nous les autochtones, par l'entremise de certaines élites, dans le sens de nous brutaliser. Il faut que cela cesse. Il faut que les libertés de tous soient respectées. **SOCAPALM nous viole physiquement, moralement, verbalement, mentalement. Et les personnes les plus affectées sont les jeunes femmes. C'est triste, c'est vraiment triste.** »

NGUISSO Jeannette, Ouvrière

Riveraine de Socapalm Edea, village Dehane, août 2022



« *Comment vais-je nourrir ma progéniture avec un salaire minable ?* »

« Je travaille à la Socapalm depuis 11 ans et je travaille avec la machette comme un homme dans le défrichage des palmiers. Si actuellement je suis sortie de la brousse, c'est parce que je suis allée pleurer devant le Directeur des Plantations. Comme je suis déjà fatiguée et en plus je suis en voie d'aller à la retraite, pourquoi continuer à me malmenier dans les plantations comme une manœuvre ?

La Socapalm a ceci de pitoyable que même si tu travailles toute la journée, c'est 02 heures seulement qu'on te pointe et à la fin du mois, tu te retrouves avec 10.000FCFA



ou 15.000FCFA pour les plus résistants. Chaque jour que Dieu a créé, je me lève à 4h du matin pour aller à pieds au campement Socapalm que ce soit sous le soleil ou la pluie. J'ai 07 enfants et plusieurs petits-enfants. Comment vais-je nourrir cette progéniture avec ce minable salaire ?

Dans une certaine mesure, je peux contacter quelqu'un pour venir m'aider à cultiver le champ, mais pas d'argent, pas de terre. Le mois-ci (août 2022), même la prime que nous avons n'a pas été payée intégralement et c'est tout le monde qui était en pleurs. Que faire ? »

Cameroun: les riveraines des a

Abus et violences que subissent les riveraines au

Memana Marie Chantal

Riveraine de SUD Cameroun Hévéa, village Nlomesse

« Notre quotidien à nous autres riverains de SUDCAM est fait de violences, dues à l'action des employés de SUD-CAM. Ma fille a été victime d'un viol perpétré par ces gens. Avec l'appui de quelques ONG, nous avons porté plainte et eu gain de cause. Ces gens, ils étaient cinq, croupissent en prison à l'heure actuelle.

Les ONG qui officient dans notre zone, à l'instar du RADD, sont notre planche de salut. Sur un tout autre plan, l'entreprise recrute très peu de riverains de Nlomesse. Le plus souvent, à des postes subalternes et précaires. Pourtant, ils sont installés sur nos terres. L'inquiétude est le pain quotidien des populations, car nous nous demandons comment nous allons vivre.

La faible production agricole des riverains est perdue à cause du vol. De nombreuses personnes inconnues circulent dans les champs et se servent, ce qui fragilise les faibles circuits de commercialisation mis sur pied à partir de ces productions. »

« Notre quotidien à nous autres riverains de SUDCAM est fait de violences »



NYANGONE Christelle

Riveraine d'HEVECAM, Village Adjap, octobre 2023



« Nos terres sont occupées par des cultures que nous ne consommons pas »

« La situation des communautés riveraines d'HEVECAM dans l'arrondissement de Nyeté en général, et du village Nyeté en particulier, est paradoxale. Il s'agit d'une zone dédiée à l'agriculture, mais où celle-ci ne nourrit pas son homme. La culture de l'hévéa y est la règle, tant au sein des exploitations de

l'entreprise que des plantations villageoises. Mais, **une partie du problème tient ici au fait que nous ne sommes pas en mesure de transformer cette culture localement, et que nous ne la consommons pas.** En conséquence, notre seule alternative est de commercialiser notre production. HEVECAM en est par ailleurs

le seul acheteur, avec un contrôle total sur les prix qui atteignent rarement 300 FCFA le kilo. Seulement, nous n'arrivons pas avec de tels barèmes, à joindre les deux bouts.

Nous sommes obligés de brader le caoutchouc que nous produisons, car c'est une denrée qui ne se mange pas. A ceci s'ajoute le fait que nos enfants, qui pourraient nous soutenir ne sont recrutés que de manière marginale au sein de l'entreprise. De plus, vous ne trouverez aucun riverain qui occupe un poste de responsabilité à HEVECAM ». Pourtant, en dépit de l'occupation sans cesse croissante des terres arables par HEVECAM, nous continuons de porter nos revendications de manière pacifique.

Notre souhait est que nous les riverains et l'entreprise exploitante puissions travailler la main dans la main, pour la satisfaction de tous. Nos revendications sont justes, elles ne doivent pas être mal perçues par HEVECAM. Nous déplorons le fait que pour qu'une quelconque concession soit faite aux riverains, les autorités doivent intervenir. »



NGO LIBONG Gertrude

Riveraine de la SOCAPALM Localité d'Eseka, août 2022

« *Notre véritable problème est le respect du cahier des charges par la SOCAPALM* »

« La situation des riverains de la SOCAPALM d'Eseka est différente de celle des autres zones d'activité de cette entreprise. Ici, les populations ont été impliquées dans la gestion de la société, en qualité de partie prenante. En ce sens, notre principale difficulté réside dans le respect des dispositions du cahier des charges par la SOCAPALM.

Car, nous faisons face à des difficultés d'ordre infrastructurel. Il n'y a quasiment pas de routes et celles qui existent sont en mauvais état, avec des répercussions sur le coût des transports qui grève le budget des habitants. De même, les infrastructures sanitaires font défaut.



Nous souhaitons que la SOCAPALM respecte rigoureusement les dispositions du cahier des charges. Cependant, une des sources de tracasseries pour les populations d'Eseka est le phénomène d'occupation des terres qui prend de l'ampleur, porté par les actions de certains responsables de l'entreprise. Dans notre localité, l'entreprise n'a pas acquis toutes les terres comme cela peut se voir ailleurs. Ces terres vacantes sont donc la cible de personnes qui, forts de leur supériorité économique, font main basse sur ces espaces qui devraient revenir aux populations. Nous réclamons un soutien accru de la part de nos élites qui, par le passé, ont su œuvrer pour la paix à Eseka. Le bien-être des populations passe par eux. »



MELANGA Jeanne

Riveraine de la SOCAPALM d'Eseka, Village Ngongos, août 2022

« Dans le village Ngongos riverain de la SOCAPALM d'Eseka, les besoins sont nombreux. Nous manquons de structures sanitaires par exemple, ce qui oblige les malades à effectuer de longs déplacements pour recevoir des soins. De même, les écoles font défaut et celles qui existent sont dépourvues de personnel enseignant. Il en résulte que certains parents sont contraints de scolariser leurs enfants à plus de 18 km du village ! L'état de délabrement de l'école de Ngongos, qui tombe en ruines, renseigne à suffisance sur la gravité de la situation. L'exode rural, tant à des fins éducatives que sanitaires est donc devenu la règle à Ngongos. Toutes les tentatives afin d'obtenir du soutien de la SOCAPALM se sont soldées par des échecs.

« *Nous vivons sous la menace des autorités* »



Lors des réunions de concertation avec la SOCAPALM, les dirigeants de cette entreprise font pression sur nous pour que nous ne fassions pas état de nos besoins réels, comme la construction d'une école, d'un centre de santé ou d'un point d'eau. A la place, ils nous proposent des réalisations qui ne valent rien à nos yeux. Par exemple, un babillard. Qu'avons-nous à faire d'un babillard lorsque nous n'avons ni eau potable ni envoyer nos enfants à l'école ? Une autre de leurs stratégies est l'exclusion systématique de nos enfants, même lorsqu'ils ont des compétences, du processus de recrutement au profit des proches des dirigeants de l'entreprise. »

Cameroun :

les riveraines des agroindustries brisent le silence ! Fin.

NASIMA NTONGA Rose



« **Que la SOCAPALM nous permette d'avoir ce qui nous revient** »

« L'implantation de la SOCAPALM dans le voisinage du village Pongo-Aviation date de plusieurs décennies déjà, de 1974 précisément. Pourtant, les générations successives de riverains qui subissent les inconvénients de son activité demeurent tout aussi ignorantes de ses obligations sociales ainsi que des dispositions de son cahier des charges.

Concrètement, la présence de SOCAPALM, du fait des flux migratoires incontrôlés qu'elle suscite, est source d'insécurité pour nous. Des individus se rendent coupables de nombreuses exactions, parmi lesquelles on peut citer des pillages en tous genres (du vol notamment), mais aussi une occupation anarchique de l'espace et de la violence, beaucoup de violence. A titre d'illustration, une dame a récemment été victime d'une tentative de viol à l'intérieur des plantations. Le fait qu'elle ait rendu l'âme une semaine après interpellé, même en l'absence d'un lien formel entre l'agression et son décès.

Les populations de Pongo-Aviation sont marginalisées sur leurs propres terres.

A l'hôpital local par exemple, nous avons difficilement accès aux soins, et la plupart doivent se rabattre sur des centres de santé informels. Pourtant, la SOCAPALM dispose d'une structure sanitaire à laquelle les populations n'ont pas accès de manière générale,

Riveraine de
Pongo-Aviation,
SOCAPALM Kienke,
octobre 2023

et dépend le plus souvent de ce que vous y connaissez quelqu'un à même de vous recevoir discrètement.

La rareté de l'emploi pour les riverains est l'un des principaux griefs des habitants de Pongo-Aviation envers la SOCAPALM. De nombreux jeunes disposent en effet de diplômes, mais sont dans l'incapacité d'intégrer les effectifs de l'entreprise. Et quand bien même c'est le cas, l'affectation la plus fréquente est celle de « Temporaire ». Des temporaires que l'entreprise n'hésite pas à licencier à la moindre difficulté.

Les populations de Pongo-Aviation sont lassées de ces difficultés. Nous voulons la paix, nous sommes des artisans de paix. Conscientes de ce que la SOCAPALM ne quittera jamais notre village, nous voulons que cette entreprise nous accorde un minimum de respect, et nous permette d'avoir ce qui nous revient de droit. Nous n'avons pas à subir les activités de la SOCAPALM, c'est elle qui nous a trouvé ici. Il faut qu'elle le reconnaisse. Nos rivières sont polluées, nous ne parvenons plus à effectuer la chasse comme par le passé. Nous sommes prêts à respecter les intérêts de la SOCAPALM, mais le fait est que nous subissons la situation. Un exemple patent est le litige foncier qui nous oppose à cette entreprise, qui revendique des terres que nous avons entrepris d'immatriculer, nous contraignant à suspendre le processus ! A ce sujet, nous attendons encore la réponse des autorités »



POST SCRIPTUM

Agroindustries : Appel au Changement !

par Edith Abilogo

Les témoignages poignants des riveraines des agroindustries au Cameroun révèlent une réalité insupportable : des violences et des abus qui gangrènent leur quotidien. Ces actes ne sont pas seulement inacceptables, ils sont une honte pour la société. Il est crucial d'interpeller toutes les femmes encore silencieuses, afin qu'elles unissent leurs voix à celles-ci et revendiquent leur droit à la dignité et à la sécurité. Il est temps d'amplifier la dénonciation de ces injustices.

Les autorités doivent mettre un terme à l'octroi de permis à ces entreprises qui détruisent massivement les forêts, exacerbent les changements climatiques et exploitent les communautés. Les agroindustries ne menacent pas seulement l'environnement ; elles mettent en péril des vies. Il est urgent de repenser l'approche agricole et de promouvoir l'agroécologie. Un développement inclusif et durable, respectant à la fois les femmes et la planète, est indispensable. Le changement doit commencer maintenant !